

MAIRIE DES ALLUES
73550 MERIBEL

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 23 mai 2017

| | |
|---|-----------|
| 1. TRAVAUX | 81 |
| 1. Mise en œuvre d'un nouveau règlement de voirie | 81 |
| DELIBERATION N° 45/2017 | 81 |
| 2. Centre technique du Plan des Combes / Présentation du projet et choix du lauréat du concours | 81 |
| 2. FINANCIER - BUDGETAIRE | 83 |
| 1. Rapport d'activité 2016 du directeur de Méribel Tourisme | 83 |
| DELIBERATION N° 46/2017 | 83 |
| 2. Versement d'une subvention à la psychologue scolaire du secteur pour l'achat de matériels | 84 |
| DELIBERATION N° 47/2017 | 84 |
| 3. RESSOURCES HUMAINES | 85 |
| 1. Création d'un poste d'attaché / Modification du tableau des emplois | 85 |
| DELIBERATION N° 48/2017 | 85 |
| 4. INTERCOMMUNALITE | 88 |
| 1. Modification du nom de la communauté de communes | 88 |
| DELIBERATION N° 49/2017 | 88 |
| 5. QUESTIONS DIVERSES | 90 |
| 1. Enseigne temporaire | 90 |
| 2. Présence d'épaves sur le parking de Mussillon | 90 |
| 3. Stationnement de véhicules tampons | 90 |
| 4. Panneaux d'information lumineux | 90 |
| 5. Coursive de la Croix de Verdon | 90 |
| 6. Décharge de la Loye | 90 |
| 7. Rochers d'escalade | 91 |

PRESENTS

Mmes. MM Alain ETIEVENT, Thibaud FALCOZ, Bernard FRONT, Gérard GUERVIN, Joseph JACQUEMARD, Audrey KARSENTY, Martine LEMOINE-GOURBEYRE, Thierry MONIN, Emilie RAFFORT, Michèle SCHILTE, Florence SURELLE, Carole VEILLET

EXCUSES ou ABSENTS

Mmes MM Maxime BRUN, Thierry CARROZ (pouvoir donné à Thierry Monin), Victoria CESAR (pouvoir donné à Emilie Raffort), Marie-Noëlle CHEVASSU, (pouvoir donné à Michèle Schilte), Anaïs LAISSUS, (pouvoir donné Audrey Karsenty), François-Joseph MATHÉX (pouvoir donné à Alain Etievent), Christian RAFFORT

Madame Michèle SCHILTE est élue secrétaire de séance.

1. TRAVAUX

1. Mise en œuvre d'un nouveau règlement de voirie

DELIBERATION N° 45/2017

Monsieur l'Adjoint délégué aux travaux expose :

Le règlement de voirie est un document visant à protéger le domaine public communal. Celui-ci est applicable sur l'ensemble des voies communales affectées ou non à la circulation routière ainsi que leurs dépendances. Il détermine les dispositions relatives aux travaux affectant le sol et le sous-sol des voiries.

Afin de fixer les conditions d'occupation et d'utilisation du domaine public communal, les services municipaux s'appuient actuellement sur un arrêté d'avril 1993. Devenu obsolète, il est proposé de mettre en place un nouveau règlement de voirie présenté en commission des travaux le 18 mai 2017 (cf. pièce jointe).

Par ailleurs, au regard des difficultés à faire stopper les chantiers en début de saison touristique, la commission des travaux a demandé d'instaurer une redevance d'occupation du domaine public : une grille tarifaire et la procédure de mise en œuvre seront exposées lors d'une prochaine séance du conseil municipal.

Aussi, je vous propose :

- D'APPROUVER le projet de règlement de voirie,

Le conseil municipal après délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- Approuve le rapport de l'adjoint délégué et le charge, ainsi que le maire, en tout point de son exécution.

Transmission : services techniques

2. Centre technique du Plan des Combes / Présentation du projet et choix du lauréat du concours

Après présentation des projets, Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 29 novembre 2016, je vous ai exposé la nécessité de prévoir des travaux d'extension du centre technique municipal afin de tenir compte de sa mise aux normes et de

l'évolution du service.

A ce titre, nous avons délibéré sur la composition du jury nécessaire au lancement d'un concours d'architecture.

Le 12 décembre 2016, le jury a retenu trois candidats amenés à présenter un projet.

Le 27 avril 2017, le jury s'est de nouveau réuni pour le choix du lauréat.

Chacun des trois projets présentés de façon anonyme a été noté par les membres du jury suivant les critères établis dans le règlement du concours.

C'est l'équipe INEX-A. ARCHITECTES qui a obtenu la meilleure note.

Je vous présente son projet qui appelle les remarques suivantes :

1. L'ensemble des éléments du programme est respecté.
2. La bonne organisation fonctionnelle des espaces permet d'obtenir une cour et une zone de manœuvres dégagées.
3. L'aspect architectural est harmonieux et présente une bonne cohérence avec l'image de la vallée.
4. Et enfin, concernant l'enveloppe financière des travaux et ses argumentaires :
 - l'objectif était de 4,655 millions d'euros HT. Or, l'estimation du maître d'œuvre est de 6,12 millions d'euros HT, soit un surcoût de 31,5%.

Cette augmentation s'explique par des choix techniques importants tels que :

- la démolition de l'ensemble des bâtiments,
- la rehausse de la totalité de la cour pour permettre la sécurisation du site contre les crues,
- la création d'un parking en sous-sol pour répondre exactement au programme en termes de capacité et de stationnement hors intempéries du parc de véhicules,
- des surfaces de plancher plus importantes que celles fixées dans le programme,
- des possibilités d'aménagements ultérieurs des combles.

La rehausse de la cour a été un élément déterminant lors de la réunion technique du 12 mai 2017 avec le Service risques de la Direction départementale des territoires (DDT).

En effet, comme la nouvelle altitude d'entrée du centre technique municipal est supérieure à celle de la crue centennale, la zone n'est donc plus inondable. Le permis de construire pourra ainsi être délivré sans cette contrainte. Le plan de prévention des risques naturels tiendra compte de ces éléments.

Par ailleurs, Méribel Alpina a été informée de ce choix car la société a un projet d'extension de son hangar au Raffort. L'objectif est de rechercher une intégration architecturale du site.

Je vous précise également que des négociations sont en cours avec le lauréat sur plusieurs aspects :

- au niveau technique pour optimiser les locaux, les surfaces et leurs fonctionnalités,
- au niveau financier pour rechercher des sources d'économies,
- au niveau des honoraires pour bénéficier d'une remise commerciale.

Du point de vue phasage, les travaux sont prévus dès mai 2018. Les garages « bruts » seront livrés pour la saison d'hiver 2018/2019. La fin des travaux est programmée pour l'automne 2019. Cela

implique que le centre technique recherche un site d'hébergement pour la saison d'été 2018,

Par délibération du 10 avril 2014, vous m'avez donné délégation en matière de marchés publics. Néanmoins, au regard de l'importance du projet, j'ai souhaité vous informer de l'avancée de la procédure. Je vous propose de suivre l'avis du jury pour retenir l'équipe INEX-A Architectes comme lauréat du concours.

Lors des débats, il est précisé que les travaux hydrauliques bénéficieront à tous les riverains qui pourront réaliser ainsi les agrandissements nécessaires à leur entreprise.

Le projet retenu autorisera Méribel Alpina à s'intégrer dans le site pour la future gare de la télécabine de l'Olympe.

Le permis de construire sera soumis à la DDT dès l'automne prochain.

2. FINANCIER - BUDGETAIRE

1. Rapport d'activité 2016 du directeur de Méribel Tourisme

DELIBERATION N° 46/2017

Monsieur le maire expose :

Vu le Code Générale des Collectivités locales,

Vu l'article R133-13 du Code de tourisme qui précise que le directeur doit faire chaque année un rapport sur l'activité de l'Office qui est soumis au comité de direction par le Président, puis au conseil municipal,

Vu l'article 1.2 de la convention d'objectifs pluriannuels entre la Commune des Allues et l'EPIC MERIBEL TOURISME du 4 avril 2016,

Vu l'avis donné par le Conseil d'Administration de MERIBEL TOURISME du 20 avril 2017,

La convention d'objectifs pluriannuels entre la commune des Allues et MERIBEL TOURISME prévoit en son article 1.2 que : « MERIBEL TOURISME rendra compte annuellement des actions et opérations entreprises en vue de la satisfaction des objectifs généraux et des moyens mis en œuvre à cet effet dans le cadre du Rapport annuel d'activité. Ce rapport annuel est produit au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'année civile qu'il retrace et la précédente. »

Pour 2016, le directeur de MERIBEL TOURISME a compilé le rapport d'activité et le rapport de gestion dans un seul et même document intitulé « Rapport du Directeur ».

La Rapport annuel du directeur établi pour 2016 a été approuvé par le Conseil d'Administration de MERIBEL TOURISME le 20 avril 2017 et est présenté, comme le prévoient l'article R133-13 du Code du Tourisme et la convention d'objectifs, au conseil municipal.

Le conseil municipal après délibéré et à la majorité des membres présents :

- ADOPTE le rapport du directeur général de Méribel Tourisme avec réserve sur l'aspect financier.

Transmission : contrôle de gestion, Office du tourisme

Au cours du débat, le maire souligne les actions positives de Méribel Tourisme depuis deux ans. Néanmoins, en matière financière, la volonté de collaborer fait défaut. Le maire ne doute pas que cet écueil sera surpassé rapidement afin de retrouver la sérénité nécessaire pour conserver l'élan bénéfique de Méribel Tourisme.

2. Versement d'une subvention à la psychologue scolaire du secteur pour l'achat de matériels

DELIBERATION N° 47/2017

Monsieur le maire expose :

Dans le cadre de son travail de RASED (réseau d'aide spécialisé auprès des élèves en difficulté), la psychologue scolaire intervient dans les écoles maternelles et élémentaires du secteur de Moûtiers-Bozel notamment celles des Allues.

En 2015/2016, la psychologue scolaire a apporté une aide à 130 enfants : 46 scolarisés dans les écoles de Moûtiers et 84 scolarisés dans les écoles situées sur le territoire de la communauté de communes Val Vanoise dont 6 enfants des Allues.

Dans le cadre de son travail, la psychologue utilise des instruments de mesures psychométriques et pédagogiques onéreux.

En septembre 2016, l'inspecteur de l'éducation nationale a sollicité les communes concernées afin de financer l'achat du matériel utilisé par la psychologue scolaire (coût estimé à environ 1 700 €).

La commune de Moûtiers participe à hauteur de 800 euros.

La commission permanente du 12 septembre 2016 a donné un accord de principe pour le versement d'une subvention d'un montant de 200 €.

Cette somme sera versée à la commune de Moûtiers qui centralise les contributions des autres communes. S'agissant des modalités de versement, la collectivité mandatera la subvention à la commune de Moûtiers après transmission des justificatifs des dépenses engagées (factures liées à l'achat de matériel).

Ces justificatifs n'ont pas encore été transmis, toutefois il est proposé de délibérer ce jour afin d'être en mesure de verser cette subvention dès qu'elle sera sollicitée.

Aussi, je vous propose :

- d'approuver la participation de la commune des Allues pour l'achat du matériel de la psychologue scolaire,
- d'approuver le versement d'une subvention de 200 € à la commune de Moûtiers.

Le conseil municipal après délibéré et à la majorité des membres présents :

- Approuve le rapport du maire et le charge, en tout point de son exécution.

Transmission : services scolaires

3. RESSOURCES HUMAINES

1. Création d'un poste d'attaché / Modification du tableau des emplois

DELIBERATION N° 48/2017

Monsieur le maire expose :

Je vous propose de créer un poste d'attaché territorial (catégorie A) correspondant aux missions définies pour le responsable du service urbanisme.

En effet, cette fonction est actuellement assumée par un agent titulaire, Technicien Principal de 1^{ère} classe à temps complet, ce dernier ayant réussi le concours d'attaché territorial, je vous propose de mettre en cohérence sa fonction et son grade.

La commission permanente a donné un avis favorable à la création de ce grade le 2 mai 2017.

| GRADES à d'origine | GRADES à créer |
|---|-----------------------|
| TECHNICIEN PRINCIPAL de 1 ^{ère} classe | ATTACHE TERRITORIAL |

Le Conseil Municipal après délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- Approuve le rapport de l'adjoint délégué et le charge, ainsi que le maire, en tout point de son exécution.

Transmission : services administratifs

PJ : tableau des emplois

| TABLEAU DES EMPLOIS AU 23/05/2017 | | | | | | | | |
|---|---|-----------------------|----------------|--|----------------|--------------|-------------|---------------------------------|
| GRADES | SERVICES | Indicateurs / emplois | | TC complet et heures supplémentaires ou temps exceptionnel | Fonctionnaires | Contractuels | Saisonniers | date de la création de l'emploi |
| | | Début carrière | Fin carrière | | | | | |
| SERVICES ADMINISTRATIFS | | | | | | | | |
| DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES DES COMMUNES Catégorie 40/100 000 | EMPLOI FONCTIONNEL | 700/581 | 1021/825 + HEA | TC | 22 | 2 | | 01/01/2010 |
| * ne pas prendre en compte dans l'effectif (emploi fonctionnel) | | | | | | | | |
| DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES DES COMMUNES Catégorie 40/150 000 | EMPLOI FONCTIONNEL | 654/547 | 1021/825 | TC | 0* | | | 01/09/2008 |
| * ne pas prendre en compte dans l'effectif (emploi fonctionnel) | | | | | | | | |
| ATTACHE HORS CLASSE | | 764/645 | 1022/926 + HEA | TC | 1 | | | 28/02/2017 |
| ATTACHE PRINCIPAL | Comptabilité | 579/489 | 976/793 | TC | 6 | | | 16/03/2015 |
| | comptie de gestion | | | TC | | | | 24/01/2017 |
| | Fonction/Gestion patrimoine | | | TC | | | | 28/01/2016 |
| | Directeur adjoint des services | | | TC | | | | 15/12/2015 |
| | Urbanisme | | | TC | | | | 23/05/2017 |
| | | | | disponible | | | | 24/09/2014 |
| REDACTEUR PRINCIPAL de 1^{ère} classe | Fonction/Gestion patrimoine | 442/389 | 701/582 | TC | 1 | | | 19/09/2012 |
| REDACTEUR PRINCIPAL de 2^{ème} classe | Comptabilité/Ressources humaines | 377/347 | 631/529 | TC | 1 | | | 24/01/2017 |
| REDACTEUR TERRITORIAL | Urbanisme | 366/339 | 591/498 | TC | | 1 | | 01/11/2016 |
| | | | | TC | | | | |
| TECHNICIEN | Informatique | 366/339 | 591/498 | TC | | 1 | | 21/09/2011 |
| | | | | | | | | |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL de 1^{ère} classe | Urbanisme | 374/345 | 548/466 | TC | 8 | | | 28/02/2017 |
| Echelle C3 | Accueil | | | TC | | | | 01/02/2008 |
| | Comptabilité | | | TC | | | | 28/02/2017 |
| | Secrétariat général/ressources humaines | | | TC | | | | 23/11/2004 |
| | Comptabilité | | | TC | | | | 17/12/2009 |
| | Fonction/Gestion patrimoine | | | TC | | | | 28/02/2017 |
| | Secrétariat général/Ressources humaines | | | 25/35** | | | | 28/02/2017 |
| | Fonction/Gestion patrimoine | | | | TC | | | 07/02/2002 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL de 2^{ème} classe | marchés publics | 351/328 | 476/436 | TC | 2 | | | 13/02/2014 |
| Echelle C2 | Urbanisme | | | 25/35** | | | | 28/02/2017 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF | Secrétariat général/Ressources humaines | 347/325 | 407/367 | TC | 3 | | | 15/12/2011 |
| Echelle C1 | Fonction/Gestion patrimoine | | | TC | | | | 20/07/2015 |
| | Fonction/Gestion patrimoine | | | TC | | | | |
| SERVICES TECHNIQUES | | | | | | | | |
| DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES TECHNIQUES Catégorie 40/100 000 | EMPLOI FONCTIONNEL | 555/471 | 1021/825 | TC | 0* | | | 07/02/2008 |
| * ne pas prendre en compte dans l'effectif (emploi fonctionnel) | | | | | | | | |
| INGENIEUR EN CHEF | | 454/399 | 971/787 | TC | 1 | | | 27/01/2011 |
| INGENIEUR PRINCIPAL | | 601/507 | 976/793 | TC | 1 | | | 16/03/2015 |
| INGENIEUR | | 434/383 | 810/664 | TC | 1 | | | 29/06/2016 |
| TECHNICIEN PRINCIPAL 1^{ère} classe | | | | TC | 1 | | | 19/10/2016 |
| TECHNICIEN | | 366/339 | 591/498 | TC | 2 | | | 19/10/2011 |
| | | | | TC | | | | 27/02/2008 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF | | 347/325 | 407/367 | TC | 2 | | | |
| Echelle C1 | | | | TC | | | | 26/05/2016 |
| SERVICE ENTRETIEN DE LA MAIRIE | | | | | | | | |
| ADJOINT TECHNIQUE | | 347/325 | 407/367 | 16/35** | 1 | | | |
| Echelle C1 | | | | | | | | |
| ADJOINT ADMINISTRATIF | | 347/325 | 407/367 | 16/35** | 1 | | | 01/05/2008 |
| Echelle C1 | | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|--|---------------|--|----|----|---|------------|
| CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL | | | | | 25 | | 12 |
| AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | | TC | | 4 | | | 28/02/2017 |
| | | TC | | | | | 28/02/2017 |
| | | TC | | | | | 13/02/2014 |
| | | TC | | | | | 28/02/2017 |
| AGENT DE MAITRISE | | TC | | 1 | | | |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 1 ^{ère} classe | | TC | | 5 | | | 13/02/2014 |
| | | TC | | | | | 13/02/2014 |
| ECHELLE C3 | | TC | | | | | 15/02/2013 |
| | | TC | | | | | 13/02/2014 |
| | | TC | | | | | 12/01/2016 |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 2 ^{ème} classe | | TC | | 5 | | | 19/10/2016 |
| | | TC | | | | | 19/10/2016 |
| ECHELLE C2 | | TC | | | | | 29/06/2016 |
| | | TC | | | | | 29/06/2016 |
| | | TC | | | | | 19/10/2016 |
| | | disponibilité | | | | | |
| | | disponibilité | | | | | |
| ADJOINT TECHNIQUE ECHELLE C1 | | TC | | 10 | | | |
| | | TC | | | | | |
| | | TC | | | | | 27/04/2006 |
| | | TC | | | | | |
| | | TC | | | | | |
| | | TC | | | | | |
| | | TC | | | | | |
| | | 5.04/2011 | | | | | |
| | | disponibilité | | | | | 27/04/2006 |
| | | disponibilité | | | | | |
| | | disponibilité | | | | | |
| | | disponibilité | | | | | |
| | | disponibilité | | | | | |
| EMPLOIS SAISONNIERS | | | | | | | |
| SAISON HIVER 1.12 - 30.04 | | | | | | | 12 |
| 8 polyvalents | | | | | | | |
| 4 chauffeurs | | | | | | | |
| SAISON ETE 1.06 - 31.10 | | | | | | | 9 |
| 5 polyvalents | | | | | | | |
| 4 patrouilleurs VTT | | | | | | | |
| SERVICES PARA SCOLAIRES | | | | | 13 | 2 | 15 |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 1 ^{ère} classe | | TC | | 3 | | | 12/01/2016 |
| | | 28.04/2011 | | | | | 28/02/2017 |
| ECHELLE C3 | | TC | | | | | |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 2 ^{ème} classe | | TC | | 2 | | | 19/10/2016 |
| | | TC | | | | | ..02/2016 |
| ECHELLE C2 | | | | | | | |
| ADJOINT TECHNIQUE ECHELLE C1 | | 13.05/2011 | | 5 | | | |
| | | 27.05/2011 | | | | | |
| | | 11.06/2011 | | | | | |
| | | 29.12/2011 | | | | | |
| | | 17.01/2011 | | | | | |
| | | 17.06/2011 | | | 1 | | |
| AGENT SPECIALISE DES ECOLES MATERNELLES PRINCIPAL de 1 ^{ère} classe | | TC | | 3 | | | 28/02/2017 |
| | | 30.01/2011 | | | | | 28/02/2017 |
| ECHELLE C3 | | 24.15/2011 | | | | | 28/02/2017 |
| AGENT SPECIALISE DES ECOLES MATERNELLES PRINCIPAL de 2 ^{ème} classe | | 20.03/2011 | | | 1 | | 01/02/2016 |
| ECHELLE C2 | | | | | | | |
| | | | | | 4 | | |
| CHIEF DE POLICE MUNICIPALE | | TC | | 1 | | | 31/08/2006 |
| BRIGADIER CHEF PRINCIPAL | | TC | | 2 | | | 13/02/2014 |
| | | TC | | | | | 13/02/2014 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF ECHELLE C1 | | TC | | 1 | | | 22/05/2001 |

- Dans la plupart des intercommunalités, l'adoption d'un nom est complexe car elle doit être représentative de l'ensemble des communes la constituant ainsi que des différentes sensibilités et approches territoriales. Par conséquent, il en résulte bien souvent un nom assez long et lourd. La Communauté de communes Val Vanoise Tarentaise ne fait pas exception ce qui a pour conséquence de lui imputer entre autre un sigle "CCVVT" qui n'a aucune signification et qui ne permet pas d'identifier un territoire ni même l'acteur territorial qu'elle constitue. Raccourcir son nom d'un mot de 3 syllabes permettra donc de bénéficier d'une dénomination plus courte "Val Vanoise" et efficace dans l'identification de la structure, de ses missions tout en mettant en avant le territoire de la Vanoise dans lequel il est pleinement ancré ;
- L'adoption d'un nom administratif pour la nouvelle structure porteuse de l'office de tourisme intercommunal "Val Vanoise Tourisme" a permis d'avoir une réelle réflexion sur la déclinaison des services publics intercommunaux dans l'avenir. La Communauté de communes ayant vocation à être compétente en 2020 pour l'eau et l'assainissement, ces nouvelles structures pourront adopter par exemple les noms de "Val Vanoise Eau" et de "Val Vanoise Assainissement". Une telle déclinaison paraît intéressante en termes de stratégie de communication et d'identification de cet acteur territorial majeur dans les années à venir.

L'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriale dispose que c'est l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur ce type de modifications statutaires.

A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement (art. L.5211-5 -) *"Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population"*.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés.

VU le CGCT,

VU la délibération n° 14/03/2017 du Conseil communautaire du 20 mars 2017,

Ceci exposé,

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'APPROUVER la modification du nom de la Communauté de communes Val Vanoise Tarentaise en Communauté de communes Val Vanoise ;
- D'AFFIRMER sa volonté d'acter par ce changement de nom une véritable vision d'avenir du territoire et des services publics intercommunaux ;
- D'AUTORISER le Maire, ou son représentant, à procéder à toutes les modalités nécessaires pour acter cette évolution.

Le conseil municipal après délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- Approuve le rapport du maire et le charge en tout point de son exécution.

Transmission : services administratifs

5. QUESTIONS DIVERSES

1. Enseigne temporaire

Un panneau est positionné à la sortie du chef-lieu.

Un point synthétique est fait au conseil municipal.

Il s'agit vraisemblablement d'une enseigne temporaire. Elle est autorisée quelques semaines avant et après la promotion immobilière.

Sa surface est limitée par arrêté municipal (panneau double face de 16 m²).

2. Présence d'épaves sur le parking de Mussillon

Le conseil municipal demande qu'un contrôle soit effectué sur le respect de la convention d'occupation du domaine public par le garagiste sur la partie du parking qui lui est concédée.

La mairie interviendra, à nouveau, auprès de lui pour faire évacuer les épaves. L'objectif est de mobiliser toutes les places de stationnement, notamment en raison du chantier des Ravines.

La commission de circulation a décidé d'attribuer des places « abonnés » sur ce parking avec des arrêts minute permettant l'accès au supermarché.

3. Stationnement de véhicules tampons

Un 4x4 (avec les pneus crevés) est stationné sur le parking de la copropriété La Vieille Scierie. En raison de l'image négative, il est proposé d'adresser un courrier au syndic afin qu'il intervienne auprès du propriétaire

Un autre véhicule 4x4 est stationné devant la mairie. Le propriétaire sera prié de l'enlever.

4. Panneaux d'information lumineux

Les panneaux Lumiplan du chef-lieu et de Méribel village ne sont pas à jour. Il s'agit d'un problème technique.

Méribel Tourisme, chargé de l'information, sera interrogé à nouveau sur ce point pour le résoudre.

5. Coursive de la Croix de Verdon

La copropriété a donné son accord pour la cession aux commerces riverains de la coursive.

La semaine dernière, le syndic a sollicité la mairie pour connaître la position définitive de la commune à ce sujet. Le dossier sera examiné en commission des travaux puis soumis à approbation, le cas échéant, du conseil municipal. La commission permanente avait déjà donné un avis favorable de principe.

6. Décharge de la Loye

L'ISDI de la Loye sera bientôt complète. Sous réserve de la propriété du foncier, il conviendrait de réfléchir à son utilisation. Il pourrait être envisagé soit de réaliser un aire de concassage pour utiliser les matériaux sur les chemins ruraux, soit de louer les plateformes à des artisans.

La commission des travaux sera saisie de cette question.

7. Rochers d'escalade

Les rochers d'escalade artificiels situés sur la piste de la Truite ne sont pas visibles. Il est proposé soit de les déplacer vers la grenouillère, soit d'améliorer et de renforcer la signalétique.

Par ailleurs, le chemin est en mauvais état. Les services techniques sont chargés de réaliser un diagnostic.

Ainsi fait et délibéré les jour, an et mois que dessus ; suivent les signatures :

| | | |
|-------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| Maxime BRUN | Thierry CARROZ | Victoria CESAR |
| | | |
| Marie Noëlle CHEVASSU | Alain ETIEVENT | Thibaud FALCOZ |
| | | |
| Bernard FRONT | Gérard GUERVIN | Joseph JACQUEMARD |
| | | |
| Audrey KARSENTY | Anaïs LAISSUS | Martine LEMOINE-GOURBEYRE |
| | | |
| François Joseph MATHEX | Thierry MONIN | Christian RAFFORT |
| | | |
| Emilie RAFFORT | Michèle SCHILTE | Florence SURELLE |
| | | |
| Carole VEILLET | | |
| | | |